

## LE VOTE ET L'ACTION

Les raisons de la mobilisation unitaire à l'appel de plus de 80 organisations nationales associatives, syndicales et politiques pour une **Journée nationale d'action en direction des ARS le 2 avril 2011** sont nombreuses. Les communistes sont totalement engagés dans cette mobilisation en cohérence avec les raisons du vote pour les listes présentées par le Front de Gauche aux élections cantonales. Le résultat des candidates et candidats du Front de gauche lors de ce scrutin va peser dans le climat de cette mobilisation.

L'attitude de mépris des professionnels et de la population, les décisions arbitraires et exclusivement dans la logique financière à court terme et la préférence ostensible pour le secteur privé lucratif sont vraiment

inacceptables. Il est urgent de résister à tous les mauvais coups que porte le pouvoir sur la santé et la protection sociale. Il faut vraiment en finir avec cette situation.

Notre proposition d'Assises régionales de santé est un prolongement pertinent à la mobilisation du 2 avril. Plus que jamais, nous devons agir pour la concrétiser dans des formes adaptées à chaque région en veillant à la dimension démocratique indispensable et tant attendue par les professionnels et les usagers.

### NOTRE SANTE EN DANGER

#### LE 2 AVRIL C'EST NOTRE AFFAIRE !

Sauvegarder et promouvoir la santé publique, pour la Sécurité Sociale universelle et solidaire, pour l'accès aux soins partout, pour toutes et tous, tels sont les objectifs de la mobilisation du 2 avril. Le PCF est pleinement partie prenante de la préparation, pour sa réussite, de cette journée nationale d'action unitaire.

Cet engagement politique et militant est complètement cohérent avec les objectifs du PCF de transformation et ses propositions alternatives pour l'hôpital public, la Sécu, les retraites et aujourd'hui la perte d'autonomie... tels qu'ils sont formulés dans ses campagnes nationales depuis plusieurs mois. Il l'a maintes fois exprimé lors des rencontres et débats avec la Coordination Nationale des comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité.

#### S'UNIR ET RESISTER

Ses militants et élus communistes sont engagés avec les salariés et les associations, avec le Mouvement de Défense de l'Hôpital Public qui a recueilli plus d'un million de signatures, le Collectif national contre les Franchises, la Convergence nationale pour la défense et la Promotion des Services Publics et de nombreuses organisations de défense des centres IVG, des centres de santé.

Où ? La coordination nationale de toutes les actions en cours et dans la plus grande unité et diversité est à l'ordre du jour !

La riposte la plus large, rassemblant dans le même mouvement salariés et professionnels de la santé, usagers et élus, est nécessaire pour arrêter le massacre de nos acquis sociaux, en l'occurrence notre système de santé public, l'égalité d'accès aux soins.

#### 4 RAISONS POUR AGIR

Le PCF fait sienne quatre raisons majeures pour réussir l'étape importante dans la grande mobilisation que représente la journée du 2 avril dans tous les territoires :

- ▶ le besoin impérieux d'assurer la coordination de toutes les actions de résistance en cours, aussi bien en Île de France que dans toutes les régions, où déjà nous pouvons enregistrer des reculs sensibles
- ▶ l'objectif prioritaire de cibler les ARS, (Agence Régionale Santé) principal pivot de mise en œuvre de la loi HPST, qui désertifie les territoires et organise la privatisation de la santé
- ▶ l'urgence, au regard de l'accélération des coups portés, de hausser le niveau de la riposte dans la même dimension que lors de la bataille pour les retraites.
- ▶ l'exigence de démocratie qui s'exprime partout, face aux décisions technocratiques et de plus en plus autoritaires.

#### SE FAIRE ENTENDRE : URGENT

L'urgence est bien de s'exprimer, dans le rassemblement et la diversité d'une mobilisation nouvelle. Les ARS n'avaient pas à l'évidence... mais ne peuvent pas négliger le contenu et la force réunis des salariés, des usagers et de la population.

Aussi, il faut inscrire le 2 avril dans une démarche construite fédérative et mutualisant les apports des uns et des autres.

Cette initiative nationale porteuse d'avancées significatives dans le débat politique pour de vraies propositions alternatives, renforce le sens de l'initiative pour organiser partout des Assises Régionales de la Santé, proposition qui s'inscrit dans la durée, et que nous pouvons faire partager à un plus grand nombre.

#### RASSEMBLEMENTS

SAMEDI 2 AVRIL

Île de France 14h30 Place de la Bastille



### URGENCE JAPON

Le peuple japonais vit des heures tragiques. Face à un tel drame humain, l'heure est d'abord à la solidarité. Un communiqué de presse est publié en

page 2 de ce numéro. De plus, le PCF demande l'organisation d'un grand débat public national d'ensemble sur les questions énergétiques.

Jean-Luc Gibelin  
animateur de la commission  
Santé/protection sociale

la  
commission

Santé  
protection  
sociale

se réunira le

9 avril  
de 9h30 à 16h

au CN du PCF

sante@pcf.fr

# BIOLOGIE MÉDICALE

## pour l'abrogation de la réforme

Le PCF demande l'abrogation définitive de la réforme de la biologie médicale adoptée par l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010.

En effet, à peine votée, elle est menacée d'abrogation par un amendement adopté à la sauvette à l'Assemblée nationale le 9 février 2011, et Mr Xavier Bertrand en profite pour annoncer sa révision prochaine et la poursuite les objectifs du gouvernement.

Cette réforme prévue dans le cadre de la loi HPST n'a pour objet, sous prétexte de l'amélioration de la qualité de la biologie médicale, que la mise en place des conditions de marchandisation et de financiarisation du secteur pour mieux l'offrir aux assurances et aux financiers intéressés par sa rentabilité garantie.

Elle aura pour effets :

- la réduction du nombre total de laboratoires de proximité qui passeraient de plus de 5000 à 1500, aggravant les inégalités territoriales et sociales d'accès aux soins
- le traitement discriminatoire des structures de proximité de service public que sont les centres de santé dont les laboratoires intégrés seraient menacés à court terme
- les regroupements des laboratoires qui n'ont pour seuls objectifs que la rentabilité financière et non l'intérêt des patients

- les conséquences sociales des regroupements seraient désastreuses : plus de 60 000 emplois du secteur sont concernés
- elle participe au démantèlement de l'hôpital public et menace la survie des laboratoires universitaires dont les directeurs seraient exclus si les termes de l'ordonnance étaient maintenus
- elle offre le marché à des opérateurs financiers et assurantiels dont les objectifs sont plus l'intérêt de leurs actionnaires que l'intérêt général et qui pèseront de tout leur poids dans la détermination des tarifs des actes de biologie à l'avenir.

Éric May

### BUREAU DE PRESSE DU PCF

### communiqués

#### Japon/aide aux malades : le PCF en appelle à la solidarité nationale

Devant la catastrophe humanitaire et sanitaire qui s'abat sur le Japon, le PCF en appelle à la solidarité nationale.

Dans ces conditions dramatiques, le PCF demande au gouvernement français de recenser les capacités hospitalières d'accueil de patients irradiés tant en lits qu'en logistique et compétences et de les mobiliser immédiatement.

Le PCF demande également que le gouvernement évalue les moyens de transports réquisitionnables pour l'évacuation de malades et qu'il les mette immédiatement au service du gouvernement Japonais.

Tous les moyens doivent être mis à la disposition des malades pour leur assurer la meilleure prise en charge possible.

Paris, le 16 mars 2011

## sante.pcf.fr

Commission santé, protection sociale du parti communiste français



HÔPITAL PROTECTION SOCIALE MÉDICAMENTS AUTONOMIE

VIE DE LA COMMISSION COMMUNIQUÉS PROPOSITIONS MATÉRIELS PUBLICATIONS CONTACT L'AGENDA

Points de vue, faits, analyses et luttes



Communiqués

Mobilisation pour une psychiatrie au service des malades

Le PCF s'insurge contre la fermeture du Musée de l'Assistance publique de Paris

La mission d'information obtenu par les sénateurs communistes doit faire avancer la vérité

les liens entre le pouvoir et les trusts pharmaceutiques existent

Le PCF dénonce la mise à l'index de la Santé

Une décision cruelle et irresponsable qui entache la représentation nationale

Infirmier-e-s anesthésistes : « De réelles négociations doivent s'ouvrir »



## SITE INTERNET

Début avril, des pages spécifiques de la commission Santé/protection sociale seront mise en ligne et accessibles sur le web du PCF. Elles mettront à disposition les expressions, l'agenda, les activités de la commission.

## ARGENTEUIL UN SUCCÈS IMPORTANT ENGRANGÉ

**L**e 16 mars après-midi, Mr Xavier Bertrand, ministre de la Santé, a reçu Mr Hue, sénateur du Val d'Oise, ainsi que le chef du service cancérologie de l'hôpital d'Argenteuil, en réponse à un rendez-vous demandé depuis plus d'un mois.

Il a annoncé l'autorisation pérenne de continuer l'activité de la radiothérapie et affirmé que l'autorisation de poursuivre la rythmologie serait donnée dès réception de la demande de recours gracieux de la direction de l'hôpital.

Ce résultat est dû à la mobilisation de tous. Les collaborateurs de Mr Évin, le DG de l'ARS Île-de-France avaient fait jeudi la sourde oreille, chargés de défendre des décisions indéfendables. Mais ils ont pu mesurer la fermeté des membres de la délégation, la détermination et la combativité des 300 personnes qui manifestaient dehors dans le vent et le froid, le poids des milliers de signatures recueillies.

Nous ne pouvons que nous réjouir de ce succès.

En même temps, il est nécessaire de rester vigilants afin qu'il ne soit pas remis en cause et de continuer à se mobiliser pour obtenir l'intégration de la stérilisation et de la pharmacie dans la première tranche des travaux de reconstruction, l'assurance du financement des tranches 2 et 3 ainsi que le rejet du plan de l'ARS de restructuration des urgences et des blocs opératoires la nuit et le week-end.

Christiane Leser

C'est le travail du comité de défense que nous avons présenté dans le numéro de février du *Globule rouge info*. Les communistes sont particulièrement engagés dans cette mobilisation.

### parole d'élus

## résister et se rassembler



par **Pierre Dharréville**  
secrétaire départemental  
PCF13  
conseiller municipal du Rove

**H**uit centres de Sécurité sociale sont menacés de fermeture dans le département des Bouches-du-Rhône. C'est maintenant par l'élimination physique que passe le plan de destruction de la protection sociale engagé par le gouvernement.

Nul ne peut méconnaître le projet qui sous-tend cette politique : celui d'une protection sociale livrée aux assurances privées, entièrement individualisée, et que les employeurs n'auront plus du tout à financer. En route vers une société sans droits... Sans autres droits que celui que vous confère votre argent, en fait.

La mise en concurrence des hôpitaux par la tarification à l'activité consiste de fait à accroître les ravages de cette logique. Les regroupements programmés d'hôpitaux par une *Agence régionale de Santé* qui se croit autorisée à délibérer à notre place et en notre nom vont accélérer la difficulté de se signifier.

Le mouvement mutualiste souffre de cette situation. Il en souffre parce qu'il a du mal à faire face aux besoins alors que le renon-

cement aux soins et à la protection sociale gagne du terrain. Il a du mal aussi à ouvrir un avenir aux centres de santé et œuvres sociales qui interviennent auprès de 10% de la population des Bouches du Rhône (200 000 personnes).

La mobilisation est en train de monter. À l'automne, en plein mouvement sur les retraites, nous avons réuni près de 2000 personnes dans le département dans le cadre de la construction d'un projet partagé à l'occasion du *Mois de la protection sociale*. La mobilisation sur le sujet se poursuit.

Un appel est lancé pour l'avenir des œuvres mutualistes et un peu partout, des comités citoyens s'organisent, avec la participation des salariés. Il faut mener le combat !

Nous devons nous rassembler : salariés, usagers, mutualistes, citoyennes et citoyens, pour reprendre l'offensive et, dans le même mouvement, imaginer le système de santé et de protection sociale de demain.

# LA FIÈVRE MONTE en psychiatrie

## MOBILISATION POUR UNE PSYCHIATRIE AU SERVICE DES MALADES

### retrait du projet de réforme gouvernemental

Le gouvernement a soumis au Parlement, à partir du 15 mars, son projet de loi sécuritaire concernant la psychiatrie. Avec ce texte de loi, en s'appuyant sur des faits divers extrêmement dramatiques, le gouvernement voudrait nous faire croire que « Malade mental = dangereux criminel ». Il s'agit de faire passer les missions de la psychiatrie d'une dynamique de soins à une logique de contrôle social.

Ce projet de loi est à la fois liberticide et une aberration clinique pour les patients qui verront la qualité de leurs soins encore dégradée.

Le PCF appelle à la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet de loi et obtenir une loi sanitaire qui don-

ne à la psychiatrie les moyens de soigner les malades souffrant de troubles psychiques dans le respect de la personne. Il porte l'exigence d'un moratoire et l'ouverture d'un véritable débat public. Il a appelé à participer à toutes les initiatives d'action contre ce projet, comme celle du rassemblement du 15 mars devant l'Assemblée nationale à l'initiative du collectif des 39 *contre la nuit sécuritaire* et à signer et faire signer leur pétition (<http://www.collectifpsychiatrie.fr>). Il est partie prenante des initiatives qui se déterminent collectivement avec les organisations professionnelles, associatives, syndicales et politiques.

Il fera connaître ses propositions pour un projet alternatif et progressiste.

C'est important pour préserver la psychiatrie comme dispositif de soins. C'est important pour préserver les libertés fondamentales de notre République.

Serge Klopp

les cocos dans les collectifs locaux

## MONDOR quand les communistes impulsent le rassemblement pour la défense du service public

Le rôle joué par la coordination dans la mobilisation des Mondor est particulièrement éloquent au regard de la diversité des organisations qu'elle a su rassembler, tant syndicales (CGT, CFDT et SUD-Santé) que politiques (PC-PG-PS-NPA), associatives qu'universitaires (président et vice-présidents d'université, doyen de la Faculté de médecine, syndicats étudiants) ou médicales (avec les responsables de Pôles, la Présidente de la CME,...). On y retrouve des personnalités aussi diverses que le président communiste du conseil général, le député maire socialiste de Créteil ou celui UMP de Maisons-Alfort.

Un rassemblement qui n'a pu être possible sans de forts liens de confiance tissés depuis des années par les militants et élus communistes sur le groupe hospitalier ; des liens qui ont conduit aussi bien la secrétaire syndicale CGT à se présenter en 2008 et 2009 sur nos listes aux européennes comme aux régionales, mais aussi celui de Sud-Santé comme candidat Front de gauche à ces cantonales sur Créteil. Des liens encore qui ont permis au doyen de la Faculté de médecine de figurer sur l'*Appel des 50* en Île-de-France pour des *Assises régionales de la santé*.

La confiance, c'est aussi notre capacité à nous mettre au service de l'intérêt général, sans restriction, comme ont su le faire nos conseillères générales à la santé et à l'enseignement-recherche. C'est la très grande disponibilité du président du



la directrice de l'AFHP interviewée

conseil général, Christian Favier, qui avait lancé la campagne *Le Val-de-Marne, j'y tiens*, et le montre au quotidien sur l'hôpital comme sur bien d'autres sujets.

Alors, quand les communistes ont proposé que se mette en place cette coordination, c'est tout naturellement qu'ils y ont pris leur place, et bien que nous soyons dans ce que le PS considère comme son fief, nous y jouons un rôle prépondérant par notre engagement auprès des gens, notre appréciation de la situation politique, mais aussi dans notre capacité à rassembler pour la défense des services publics.

Une démarche qui s'inscrit dans la dynamique de notre commission *Santé* départementale.

Fabien Cohen